



# GENERAL ASSEMBLY ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ASSEMBLEIA GERAL جمعية عمومية

#CODESRIA14

**Creating African Futures in an Era of Global Transformations:**

**Challenges and Prospects**

**Créer l'Afrique de demain dans un contexte de transformations mondialisées :**

**enjeux et perspectives**

**Criar Futuros Africanos numa Era de Transformações Globais:**

**Desafios e Perspetivas**

**بعث أفريقيا الغد في سياق التحولات المعولمة :**

**رهانات و آفاق**

**La citoyenneté communautaire africaine et l'avenir du processus d'intégration régionale en Afrique. Comment œuvrer pour une bonne gouvernance future de l'Union Africaine ?**

**Charly Delmas NGUEFACK  
TSAFACK**



**CODESRIA**

**08 - 12 June / Juin 2015**

**Dakar, Senegal**





*La citoyenneté communautaire africaine et l'avenir du processus d'intégration régionale en Afrique. Comment œuvrer pour une bonne gouvernance future de l'Union Africaine ?*

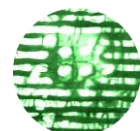
*« L'intégration régionale constitue, (...) avec la redéfinition de la citoyenneté en Afrique, la solution de rechange à l'impasse créée par les États-nations, héritiers du partage colonial ».*  
(Boubacar Barry, 1999)

## Introduction

La citoyenneté, *Politeia* en Grèce antique, *Civitas* à Rome, est une qualité qui confère le droit de participer à la gestion des affaires de la cité ; pensée comme un espace social choisi et régi par le principe fondamental d'égalité. Pleinement intégrés à la communauté politique, les citoyens étaient égaux devant la loi (*isonomia*) et jouissaient d'un pouvoir égal d'intervention dans les décisions collectives (*isegoria*). Pour autant, tous les ressortissants de la cité n'avaient pas accès à cette qualité. En étaient exclus les femmes, les esclaves, les « métèques » et les enfants. Rome a constitué une autre étape de la citoyenneté en posant le principe que les étrangers pouvaient accéder à une société politique définie en terme juridique. La nature juridique du statut du citoyen, permettait par définition d'inclure progressivement les éléments étrangers (Schnapper, 2000 : 15). Les romains ont fondé par là l'idée que, dans son principe, la citoyenneté était ouverte et qu'elle avait une vocation universelle. Elle cessait d'être liée à des caractéristiques historiques ou sociales particulières.

La citoyenneté est un concept polysémique et complexe qui se situe sur des registres différents, sociologique, anthropologique, juridique et politologique (Le Pors, 1999). De façon classique, la citoyenneté est définie comme un statut social (membership), codifié juridiquement et conférant un ensemble de droits aux individus à qui ce statut est reconnu. C'est aussi un ensemble d'obligations, formelles ou informelles, qui exigent le plus souvent que les individus prennent part aux affaires de la cité et participent activement aux affaires publiques d'une entité politique dont ils sont membres (Deloye, 1998). La citoyenneté est donc une manière distinctive d'organiser et de vivre l'appartenance sociale et politique. Elle est une idée sinon un idéal, une manière de penser et d'évaluer cette appartenance. Le rêve d'une agora permanente sous-tend l'idée d'une mobilisation politique permanente, où le citoyen raisonnable délibèrera constamment sur ses doléances et ses aspirations, en comparant les lois et leurs applications.

Si par citoyenneté on entend la réunion d'au moins trois dimensions (une communauté de sécurité, un espace de solidarité, un capital de légitimité politique), les formes modernes de la citoyenneté restent à ce jour, indissociable de l'État-nation (Constant, 2000). Cependant, l'État-nation est aujourd'hui en crise d'où la résurgence d'une citoyenneté communautaire au sein des organisations d'intégration régionale. La dissociation des espaces économiques et politiques d'une part, le découplage des notions de marché et nation d'autre part,





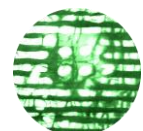
l'hétérogénéité ethnique et culturelle croissante des populations nationales tendent ainsi à favoriser l'entrée dans l'ère de la citoyenneté post-nationale. Dans un espace en quête de son intégration comme l'Afrique, il est important de penser à la construction d'une citoyenneté communautaire, c'est-à-dire celle qui va au-delà de l'État-nation.

Apparue en 1984, lors du Conseil européen de Fontainebleau, l'idée de citoyenneté communautaire avait progressé avec le rapport Adonino, puis lors du Conseil européen de Dublin de décembre 1990 à l'issue duquel les Chefs d'État et de Gouvernement avaient explicitement envisagé de conférer aux citoyens de la Communauté des droits politiques et des droits sociaux (Vogel-Polsky, 1994 : 9).

Les études sur la citoyenneté communautaire se concentrent dans leur écrasante majorité sur l'Union Européenne, l'Union Africaine étant en général négligée. Parmi ceux qui se sont penchés sur l'étude de la citoyenneté communautaire figurent notamment Magnette (1997, 1999), Schnapper (1997), Déloye (1998), Delpérée (1996, 1999), Philip et Soldatos (2000), Iliopoulou (2009). Le mot citoyen est absent de la quasi-totalité des textes de l'Union Africaine. C'est actuellement que les dirigeants de l'organisation panafricaine évoquent l'idée de citoyenneté africaine dans leurs différents documents et discours<sup>1</sup>. L'étatisme excessif découlant du volontarisme entraîne que les États africains soient pratiquement les seuls acteurs actuels de l'intégration régionale, alors qu'assurément il est irréaliste de vouloir ignorer les peuples. L'Union Africaine se focalise de plus en plus sur l'union politique et économique et renvoie au second rang l'union des peuples. Concernant la contribution de la citoyenneté communautaire au processus d'intégration régionale en Afrique et à la bonne gouvernance future de l'Union Africaine, la littérature est rare et presque inexistante. En effet, une telle étude sur l'Afrique n'a jusqu'ici jamais fait l'objet d'une attention particulière de la part des chercheurs. Nous tentons dans cette communication de pallier à ce manque en proposant des idées pour un continent plus uni et démocratique, et surtout pour l'association des peuples au processus d'intégration régionale en cours en Afrique.

Notre proposition est structurée autour de l'hypothèse suivante : le citoyen est au centre du processus d'intégration régionale et doit à cet effet participer directement et/ou indirectement à sa construction. Pour qu'il joue ce rôle, il faut qu'il ait un statut déterminé par les textes communautaires qui présentent clairement ses droits et devoirs. L'intégration régionale africaine ne peut pas se passer du citoyen communautaire puisque sa finalité c'est l'union et le bien-être des peuples du continent. Cette hypothèse pose le problème de la pertinence de la mise sur pied d'une citoyenneté communautaire.

Cette communication, qui se veut prospective et normative, a pour objet de définir et de poser les bases théoriques de la citoyenneté communautaire africaine. Ainsi, l'apport de ce papier est de proposer aux gouvernants les procédures à mettre en place, en termes de citoyenneté communautaire, pour une réussite de l'intégration des peuples à l'échelle de l'Union





Africaine. L'étude a pour ambition de répondre à la question principale suivante : Comment l'institution d'une citoyenneté africaine peut-elle consolider l'intégration régionale en Afrique ? La réponse à cette question passe par l'analyse d'autres questions secondaires à savoir : Quels sont les critères d'attribution du statut de citoyen africain ? Quelles sont les conditions de l'institution de la citoyenneté communautaire ? En quoi l'institution de cette citoyenneté est-elle nécessaire pour la construction de l'intégration régionale africaine ? Pour répondre à ces interrogations, ce papier essaye de préciser qui est citoyen africain ou bien qui est censé l'être. Il analyse aussi les conditions de l'institution d'une citoyenneté africaine efficace (I). La deuxième section présente le rôle et l'importance de la citoyenneté dans la construction d'une gouvernance démocratique de l'intégration régionale en Afrique (II).

## **I- Les pré-requis et les conditions d'acquisition du statut de citoyen africain**

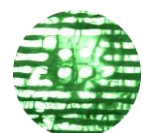
Pour prétendre être citoyen communautaire africain, tout individu doit d'abord remplir un certain nombre de critères et de conditions. La citoyenneté africaine doit être attribuée aux nationaux des États membres de l'Union Africaine. Elle est conditionnée aussi par l'application des textes sur la libre circulation et l'institution du principe de non-discrimination.

### **A- Qui est citoyen Africain ?**

Dans un monde de plus en plus intégré, la division entre nationalité et citoyenneté est d'actualité. Cela pose la question de la précision des conditions d'acquisition du statut de citoyen communautaire qui doit être conditionnée par l'obtention de la citoyenneté d'un État membre. Mais la résidence dans un État membre constituerait un critère alternatif d'attribution.

### **1- La nationalité d'un État membre, condition de l'acquisition de la citoyenneté africaine**

Chacun des pays qui construisent l'Afrique est singulier. Il ne s'agit donc ni d'occulter ni d'éradiquer les spécificités nationales, mais d'analyser le défi qu'elles posent à l'organisation et à la légitimation d'un espace public africain. La notion de citoyenneté de l'Union s'ajoute à la citoyenneté nationale, mais ne la remplace pas. C'est un statut qui doit être acquis par toute personne ayant la nationalité d'un État membre. Il s'agit d'une superposition et non pas d'une substitution par rapport à la citoyenneté nationale. Il s'agit d'un nouveau modèle de citoyenneté à deux niveaux : au premier, on retrouve la citoyenneté nationale et au second la citoyenneté de l'Union Africaine. Cependant, il ne faut en aucun cas confondre ce modèle avec celui de double citoyenneté existant au sein des États fédéraux (Philip et Soldatos, 2000 : 95). Il y a en effet lieu de se référer à l'exemple américain afin que les différences avec le régime africain que nous proposons apparaissent clairement.

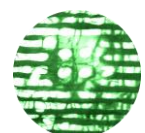






Chacun des États composant la confédération des États-Unis d'Amérique du 5 novembre 1777 était compétent pour attribuer sa citoyenneté à ses résidents. La ratification de la Constitution de 1787 par neuf États a vu la naissance d'un nouveau pays doté d'une structure fédérale et d'une nouvelle citoyenneté, la citoyenneté américaine. Cette dernière est venue se rajouter à la citoyenneté que chaque État de résidence accordait en premier lieu. Ainsi a été créée la « double nationalité ». Ce n'est qu'en 1866 que la relation précise entre les deux niveaux de la citoyenneté américaine a trouvé une aisance constitutionnelle. Plus précisément, après la guerre de sécession, la nécessité de reformer le statut juridique et politique du Noir américain, a conduit à l'adoption du quatorzième amendement. Ce dernier précise que « tout individu né ou naturalisé dans les États-Unis et soumis à leur juridiction est citoyen des États-Unis et de l'État où il réside ». Cet amendement est alors devenu le fondement constitutionnel et premier de l'attribution de la citoyenneté des États-Unis. Une personne pouvait désormais acquérir cette dernière sans être nécessairement citoyen d'un État fédéré (Zoller, 2000 : 237). Le quatorzième amendement a, par ailleurs établi une nouvelle relation entre la citoyenneté fédérale et la citoyenneté des États, la première prévalant sur la seconde. « La création de ce second degré de la citoyenneté fédérale place le citoyen américain d'un État fédéré sous le contrôle absolu et l'emprise directe de la Constitution des États-Unis. L'État fédéré est, par la même, privé du droit de contrôle sur l'attribution de cette citoyenneté fédérale » (Philip et Soldatos, 2000 : 66).

Dans le cas de la citoyenneté africaine que nous proposons, on est dans l'hypothèse inverse. Les États membres doivent détenir le contrôle de l'accès à la citoyenneté de l'Union. En effet, cette dernière est définie par renvoi à la jouissance de la condition nationale d'un État membre. De surcroît, les États gardent intacte leur compétence pour définir le mode d'attribution de leur nationalité. En effet, il n'est pas question de reconnaître aux instances communautaires une compétence quelconque en matière de nationalité. Il incombe toujours au législateur national de déterminer si une personne a ou non la nationalité de l'État (O'Keeffe & Twomey, 1994 : 87). La qualité de citoyen de l'Union est subordonnée à celle de national d'un État membre, la détermination de laquelle continue à relever du domaine réservé de l'État. Si la consécration de la citoyenneté dans l'Acte constitutif évoque une note fédérative, sa subordination à la nationalité, bastion symbolique de la souveraineté, vise à apaiser certaines craintes relatives à l'émergence préfigurée d'un super-État africain. Certes, on ne saurait exclure la possibilité que la nationalité étatique fasse place à terme à une nationalité africaine commune, définie par l'Union; ceci signifierait, bien entendu, le passage à une véritable fédération. Dès lors, la qualité de citoyen communautaire ne suppose aucune nationalité commune, mais demeure dépendante des nationalités des États membres. Ces derniers réussissent de cette façon, à contrôler l'accès à la citoyenneté africaine et la protection que celle-ci est susceptible d'assurer à ses titulaires. Il découle de ce qui précède que la perte de sa nationalité signifierait normalement la fin de sa qualité de citoyen africain.

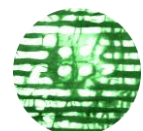




## **2- La résidence dans un État africain comme critère alternatif d'attribution de la citoyenneté**

Comme l'acquisition de la citoyenneté communautaire dépend toujours de la nationalité d'un État membre, c'est ce dernier qui, par sa compétence en matière de détermination de la nationalité, ouvre ou restreint l'accès à la citoyenneté de l'Union Africaine. On se trouve face à un paradoxe : l'Union créera un statut sans pouvoir intervenir dans la définition des situations qui sont déterminantes aux fins d'acquisition de ce statut. Cette situation pourra devenir gênante. En effet, l'Union Africaine a besoin d'affirmer son autonomie ; et pourtant, elle est mise de côté dans le processus de détermination de ses propres citoyens par le renvoi de cette matière à la compétence étatique. Le problème posé par le recours à la nationalité des États membres ne s'arrête pas là. Il y a lieu de relever l'extrême diversité des systèmes étatiques d'attribution de la nationalité, produits de l'histoire de chaque pays et des grands principes fondamentaux auxquels celui-ci adhère. De manière inévitable, cette diversité rend inégales les conditions d'accès à la citoyenneté de l'Union pour les ressortissants communautaires.

Par ailleurs, un problème aigu, en termes d'égalité, se pose en ce qui concerne la position des nationaux des États membres et celle des ressortissants des États tiers, qui résident cependant, de façon durable sur le territoire communautaire. Il serait donc possible de préconiser l'extension de la logique de résidence à l'ensemble des droits rattachés au statut de citoyen ainsi que pour l'accès à ce statut (Delpérée, 1996 : 213). Il s'agirait, plus particulièrement, d'adopter un concept autonome, propre à l'ordre juridique communautaire, de résidence habituelle ou principale. La résidence est envisagée comme le centre permanent des intérêts regroupant une série d'attaches (familiales, sociales, professionnelles, économique), qui se trouvent renforcées par l'écoulement du temps. L'idée de retenir la résidence comme paramètre de définition de la citoyenneté africaine, laisserait intacte la compétence étatique en matière de nationalité tout en offrant à l'Union un pouvoir autonome de définir son substratum personnel. Les conditions d'accès à la citoyenneté africaine deviendraient égales à la connexion étatique entre l'Union et ses citoyens directs (Iliopoulou, 2009 : 28). Cette circonstance renforcerait la fonction d'identification de la citoyenneté africaine, qui dessinerait désormais les contours d'un ensemble particulier et ne serait plus seulement la simple somme des nationaux des États membres. Dans cette hypothèse, la citoyenneté africaine s'affirmerait comme un statut juridique autonome, préfigurant une véritable citoyenneté fédérale. En adoptant un critère attributif de citoyenneté propre, la relation créée entre l'Union et ses citoyens se trouverait renforcée et le sentiment d'appartenance approfondi. L'institution d'une citoyenneté africaine est subordonnée au respect des textes sur la libre circulation et l'application du principe de non-discrimination au sein des espaces intégrés.





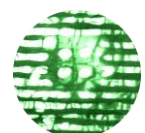
## **B- Liberté de circulation et non-discrimination, éléments d'expression d'une conscience et d'une citoyenneté communautaire**

La construction d'une citoyenneté africaine efficace passe obligatoirement par l'application des textes sur la libre circulation des Hommes, biens et capitaux édictés par les Communautés économiques régionales (CER) africaines. Ce principe doit être accompagné de la non-discrimination des migrants communautaires.

### **1- La liberté de circulation dans l'espace communautaire, un droit fondamental du citoyen africain**

La liberté de circulation est le socle de construction du statut juridique du citoyen africain. La libre circulation des personnes et leurs droits de séjour et d'établissement au-delà des frontières font partie des principes fondateurs de la Communauté économique africaine (chapitre 6 du Traité d'Abuja) et des traités constitutifs des communautés économiques régionales. Elle permet aux citoyens de résider dans tout État membre autre que leur pays d'origine et en définitive de s'établir dans un pays et d'y exercer un emploi ou d'y entreprendre des activités commerciales et industrielles. Cette liberté est un droit humain fondamental, reconnu dans la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 et dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques. La libre circulation des personnes est le fondement de tous les autres piliers du Marché commun en ce sens qu'elle est indispensable pour fournir les services et même assurer la circulation des capitaux. Elle apportera un gain net, en particulier en fournissant des citoyens, travailleurs qualifiés dans les pays qui en manquent (CEA, 2012 : 68).

La liberté de circulation dans un espace communautaire donne au citoyen un éventail de droits et d'obligations favorables à une intégration régionale réussie. Dans un article souvent cité (1963), le sociologue anglais Thomas Humphrey Marshall distingue trois étapes et trois formes de réalisation de la citoyenneté moderne : affirmation des droits civils au XVIII<sup>e</sup> siècle ; conquête de droits politiques au XIX<sup>e</sup> siècle et organisation des droits sociaux au XX<sup>e</sup> siècle (Constant, 2000 : 29). Ces droits sont conçus d'une part pour assurer la reconnaissance de ce qui fait la singularité de chaque être et d'autre part pour fixer des valeurs communément partagées par la communauté des citoyens (Tariq, 1999 : 106-120). Deux des principaux droits inhérents à la citoyenneté africaine, sont le droit de circuler librement et le droit de séjourner sur le territoire d'un autre État membre. Les citoyens communautaires disposent d'un droit constitutionnellement reconnu de déménager d'un État à un autre, qui en droit américain est souvent dénommé « droit de déplacement interétatique ». Cette qualification juridique recouvre à la fois un droit de résidence temporaire et un droit d'installation permanente dans un autre État (Neuman, 2003 : 151-169). La citoyenneté déborde le domaine étroit des droits politiques – droit de vote, droit d'éligibilité – pour comprendre des droits classés dans la catégorie des droits civiques, eux-mêmes distingués des droits civils relatifs à

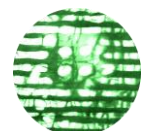


l'état et à la capacité des personnes, et des libertés fondamentales (Habermas, 1998). L'importance de la liberté de circulation est soulignée par le fait que son exercice entraîne l'attribution, dans le chef du citoyen, de deux droits politiques. Il s'agit plus précisément du droit de vote et d'éligibilité aux élections du Parlement panafricain ainsi qu'aux élections municipales dans l'État membre d'accueil. Si le principe de libre circulation devient de plus en plus un fait en Afrique, il doit être accompagné de la non-discrimination des citoyens communautaires.

## **2- La non-discrimination, un principe de consolidation de la citoyenneté communautaire**

Le respect du principe de non-discrimination renforcera la solidarité citoyenne en Afrique. La politique de non-discrimination, qui va au-delà de la simple interdiction des discriminations pour faire la promotion de l'égalité, s'attache à faire reculer les comportements et les actes qui tendent à distinguer un groupe humain ou une personne des autres, à leur détriment (Lochak, 1987 : 778). Le principe de non-discrimination est placé au cœur de la citoyenneté communautaire. Cette dernière requiert ainsi une finalité égalitaire et sociale, finalité qui s'exprime dans la notion de « solidarité parmi les citoyens africains ». Ce renforcement de la solidarité est appelé à poser des questions inédites à tous les acteurs de la scène africaine. Le renforcement de la solidarité au niveau de l'Union Africaine doit être une conséquence directe de la logique économique du passé. Cette rupture ne revêt pas une importance sur le plan théorique. Elle entraîne des conséquences pratiques. Son domaine touchera au domaine de la sécurité et de la protection sociale. En effet, le rapprochement entre citoyenneté et égalité laisse entrevoir un droit généralisé des migrants aux prestations sociales disponible dans l'État d'accueil.

Le droit au traitement égal ne doit pas rester inféodé à la logique économique, exprimée à travers l'exigence pour un individu d'exercer une activité économique. La non-discrimination doit s'affranchir d'une quelconque condition économique et se rattacher à la citoyenneté de l'Union Africaine. Cette association change les perspectives quant à la nature même du principe d'égalité (Sudre et Labayle, 2000 : 187). Le principe d'égalité ne doit plus être appréhendé comme un moyen au service du marché, mais doit devenir une fin en soi avec une substance morale (Numhauser-Henning, 2001 : 95). La citoyenneté offre à l'égalité une nouvelle base normative, indépendante des considérations utilitaires relatives au marché intégré. Le rattachement du principe de non-discrimination à la citoyenneté doit inciter au dépassement de la diversité dans l'ordre politique communautaire. Le concept de citoyenneté contient une vision unitaire de l'individu, une appréhension de la personne dans sa globalité (Iliopoulou, 2009 : 168). Cette vue holistique implique qu'il faudrait dépasser les clivages dus à la pluralité des statuts actuels et s'axer sur la recherche d'un statut moins fragmenté pour le citoyen. L'égalité et la solidarité doivent désormais faire partie du patrimoine juridique de tout ressortissant communautaire. Ainsi, une nouvelle citoyenneté sociale, dans le sens de







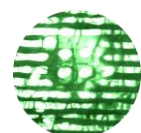
Marshall (1950), naîtra au niveau africain. Il est donc nécessaire d'instituer une citoyenneté de l'Union.

## **II- L'institution d'une citoyenneté communautaire africaine : nécessité pour une participation du citoyen à la gouvernance démocratique de l'Union Africaine**

La citoyenneté va donner aux ressortissants africains la possibilité d'adhérer au projet communautaire et permettre la légitimation des institutions africaines. Ainsi, Le citoyen communautaire participera effectivement à la gouvernance démocratique de l'Union Africaine. Pour que cette participation soit effective, il faut instituer des modalités de mise en œuvre des textes et protocoles sur la citoyenneté africaine. De plus, il faudra s'assurer de l'institution des dispositions pouvant assurer l'efficacité de la sécurité juridique.

La notion de citoyen de l'Union Africaine n'est pas encore consacrée dans les textes de l'Union. Le problème essentiel, auquel l'introduction de la citoyenneté est censée apporter une réponse, réside dans le besoin de légitimer la construction africaine. L'instauration d'une citoyenneté africaine paraît nécessaire afin de répondre aux reproches adressés au caractère faiblement démocratique de la communauté. La citoyenneté est appréhendée comme un moyen apte à rétablir la crédibilité de cette dernière, mise en cause par les critiques déplorant son « déficit démocratique ». La figure du citoyen constitue traditionnellement un rouage de la démocratie et un fondement de l'État de droit. Elle ne saurait, par conséquent, être absente d'une Communauté de droit (Rideau, 2000 : 1) ni d'une Union respectueuse des principes démocratiques.

Ne pas réduire l'Union à une alliance d'États et vouloir en faire une union de citoyens, un espace public intégré est extrêmement louable. Se fondant sur des valeurs démocratiques, les institutions de l'Union ne pourront fonctionner qu'en maintenant un lien avec les citoyens et en fondant leur légitimité sur eux. Sans cette légitimité, la raison d'être des institutions peut être remise en cause<sup>ii</sup>. Si la promotion de la démocratie et de la gouvernance ainsi que de la « Participation des peuples africains aux activités de l'Union » (article 4.c et article 17.1) est fortement recommandée par l'Acte constitutif de l'Union Africaine (Article 3.g et article 4.m), sur le plan pratique, ces notions sont encore loin d'être réalisées au sein de l'Union Africaine. « La démocratie est un régime politique dans lequel le pouvoir suprême est attribué au peuple qui l'exerce lui-même ou par l'intermédiaire des représentants qu'il élit » (Cornu, 2011). Ici, le peuple est souverain. La conception libérale de la démocratie, qui imprègne les constitutions du XIX<sup>ème</sup> siècle reposait sur l'affirmation de la souveraineté populaire, traduite dans les mécanismes électifs, et dans la protection des droits fondamentaux. Cette philosophie doit marquer l'Union Africaine même si elle ne s'y réduit pas. Pour que l'Union Africaine soit considérée comme une démocratie, le peuple africain doit être officiellement associé à la gestion des affaires africaines soit directement, soit indirectement. Si certains États membres se revendiquent d'être des démocraties, par conséquent, toute institution créée par eux doit





aussi être fondamentalement démocratique. L'Union Africaine est suffisamment éloignée des préoccupations des citoyens pour que sa nature démocratique puisse être établie par déduction des caractéristiques de ses États membres qui, parfois souffrent aussi d'un déficit grave de démocratie. La réduction du « déficit démocratique » de l'Union doit être une préoccupation des Chefs d'États africains. Même si la démocratisation de l'Union Africaine est un parcours sinueux, pour reprendre Paul Magnette, toute résolution, déclaration ou conclusion de Sommet de l'Union Africaine se doit d'évoquer la nécessité de rendre l'Union plus démocratique, plus transparente et plus proche des citoyens (Magnette, 2000 : 136). La participation des citoyens de l'Union Africaine au fonctionnement démocratique de cette dernière, y compris au niveau des droits électoraux et des limitations de ceux-ci, ainsi que le droit à une démocratie participative, sont des droits et des responsabilités liés à la citoyenneté de l'Union.

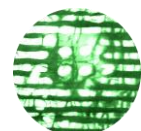
### **A- La citoyenneté africaine comme instrument de démocratie participative à l'échelle africaine**

La citoyenneté démocratique garantit aux citoyens le droit d'avoir voix au chapitre dans l'élaboration des politiques de l'Union Africaine et dans les processus décisionnels via l'élection de leurs représentants au Parlement panafricain et aux élections municipales de leur pays de résidence; ainsi que leur participation directe au fonctionnement de l'Union à travers le droit de pétition et l'initiative citoyenne.

#### **1- Le droit de vote et d'éligibilité : pour une communauté de droit en Afrique**

Le droit de vote et d'éligibilité aux élections africaines et locales dispose des spécificités qui remodelent la participation citoyenne au processus d'intégration régionale en Afrique. Ces droits politiques sont censés participer au déplacement progressif d'une Afrique économique vers une union politique. Reprenant à son compte le principe originel de non-discrimination liant les États-membres de la Communauté, la citoyenneté de l'Union esquisserait la logique d'une « Communauté de droit » en formalisant le statut de l'individu (Rideau, 2000) dans l'Union Africaine et elle dessinerait, par les droits politiques conférés, les contours d'un espace démocratique propre à l'Union Africaine. L'introduction des droits d'électorat est considérée comme une innovation importante dans la mesure où elle dissocie le lien traditionnel entre nationalité et citoyenneté politique (Philip et Soldatos, 2000 : 193).

C'est l'ensemble des citoyens constitués en collectivités politiques ou en « communauté des citoyens », qui, par l'élection, choisit les gouvernants. C'est « l'ensemble des citoyens qui est à la source du pouvoir et qui justifie que les décisions prises par les gouvernants soient exécutées » (Schnapper, 2000 : 1). C'est toujours lui qui contrôle et sanctionne l'action des gouvernants issus de l'élection. Les gouvernés reconnaissent qu'ils doivent obéir aux ordres des gouvernants parce que ceux qui leur donnent ces ordres ont été choisis par eux et restent sous leur contrôle. Les droits de vote et d'éligibilité aux élections parlementaires africaines





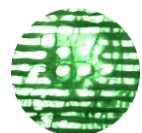
restent flous. Le Parlement panafricain qui est l'actuel organe législatif de l'Union est une institution consultative<sup>iii</sup> et l'élection de ses membres reste indirecte. Pour être membre du Parlement panafricain, il faut être élu ou désigné par le parlement national ou tout autre organe législatif des États membres<sup>iv</sup>. Lorsque nous savons comment les parlementaires de la majorité des États africains sont élus, nous ne pourrions pas dire que ceux-ci représentent valablement les citoyens africains. Pour sortir de cet imbroglio, il serait mieux que le Parlement Panafricain devienne réellement l'organe législatif au sens propre du terme de l'Union Africaine. Les Parlementaires doivent être élus par les citoyens de l'Union lors des élections africaines organisées dans les pays membres. Les élus panafricains ne doivent pas être obligatoirement des membres des parlements nationaux. La procédure actuelle de désignation des parlementaires africains ne favorise pas le bon fonctionnement de cette institution communautaire. Lorsque les parlementaires sont désignés par leurs parlements nationaux, il y a de fortes chances que ceux désignés ne reflètent que l'image des parlements nationaux très souvent déconnectés du peuple.

Le ressortissant d'un État membre n'est pas seulement un consommateur ou un acteur de la vie économique et sociale. Il doit être un citoyen de l'Union, avec des droits politiques en conséquence. L'Afrique des citoyens doit en effet gagner en qualité : tout citoyen de l'Union résidant dans un État membre dont il n'est pas ressortissant doit avoir le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales et africaines. Chaque citoyen d'un État membre qui manifeste concrètement le souci de participer au scrutin doit pouvoir exercer ses droits politiques dans l'État de l'Union où il réside. Ici, le critère de la résidence doit primer sur celui de la nationalité. Il faudrait tout simplement que l'électeur aux élections parlementaires africaines soit ressortissant d'un pays membre de l'Union et réside dans un État membre. La reconnaissance de la citoyenneté africaine permettra aux citoyens des États africains de mieux connaître l'organisation continentale afin d'avoir une culture de la conscience communautaire. Le parlementaire ainsi élu doit rendre compte aux populations qui l'ont élu. La notion de citoyen de l'Union Africaine pourra s'étendre aux élections municipales dans les États membres de l'Union.

La citoyenneté, c'est par priorité, la participation directe ou indirecte à la gestion des affaires publiques de l'État et des autres collectivités publiques. Comment ne pas dresser dans cette perspective, l'inventaire des techniques institutionnelles qui permettront aux hommes et aux femmes vivant en Afrique de contribuer, même de manière modeste, au bon fonctionnement des institutions africaines.

## **2- La participation directe du citoyen aux affaires africaines**

La participation directe du citoyen aux affaires africaines passe par l'institution d'un droit de pétition et l'instauration d'une initiative citoyenne africaine.



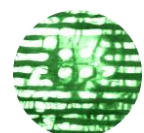


### **a) Le droit de pétition. Un moyen de participation directe des citoyens africains à la construction de l'intégration africaine**

Issu d'une très ancienne tradition, et profondément lié aux pouvoirs parlementaires, le droit de pétition est souvent présenté comme la principale forme de participation directe des citoyens à la décision communautaire. Outre le rapprochement à la Commission de l'Union Africaine, les citoyens africains doivent disposer d'un droit de pétition. Ils doivent exercer ce droit auprès du Parlement panafricain au sujet d'une question relevant d'un domaine de compétence de l'Union Africaine qui les concerne directement.

Le droit de pétition comblera le déficit démocratique dont souffrent les institutions africaines. Le lobbysme exercé sur les institutions communautaires peut être interprété comme une forme de participation directe des citoyens (Claeys, 1998). La pétition est censée promouvoir à la fois le contrôle des gouvernants par les gouvernés, la proximité des élus et des citoyens, la mobilisation politique des citoyens actifs, la transparence de l'action publique. La pétition constitue un droit fondamental inhérent à la citoyenneté de l'Union Africaine. Sa contribution présumée, ou présumable, à la résorption du déficit démocratique et au renforcement des pouvoirs du Parlement panafricain peut être déclinée sur tous les tons : ce droit permet de nouer des liens de plus en plus étroits avec les citoyens, il constitue pour eux un moyen de participation directe à l'activité communautaire, si bien qu'il se révèle un excellent moyen de réduire le déficit démocratique ainsi qu'un manque de transparence relatif. De manière plus concrète et moins incantatoire, cette procédure permettra au Parlement panafricain d'être tenu au courant des infractions au droit communautaire et de disposer par ce biais d'informations relatives à l'application du droit qu'il n'est pas en mesure de recueillir lui-même, en même temps qu'elle offre aux citoyens un système de protection extrajudiciaire des particuliers qui a le triple avantage d'être souple, facilement accessible et gratuit. On retrouve là l'oscillation classique entre les deux sens de la pétition, perçue tantôt comme mécanisme de contrôle et de réparation individuel et tantôt comme l'un des canaux de la souveraineté populaire (Magnet, 2002).

Le droit de pétition permet de contrôler l'application du droit communautaire et d'ouvrir le débat public. Dans l'immense majorité des cas, qui concerne la violation du droit communautaire par les administrations nationales, la commission des pétitions s'efforcera simplement de faire appliquer le droit. Elle demandera d'abord des informations à la Commission, qui est la gardienne des traités, et priera ensuite les autorités mises en cause de se conformer à leurs obligations. Quand des questions se poseront avec récurrence, ou qu'elles concerneront plusieurs États membres, les parlementaires pourront choisir de relayer les plaintes qui leur ont été transmises en adressant une question écrite ou orale à la Commission ou au Conseil, avec l'espoir que les normes soient modifiées. Les arrangements à l'amiable suffisent souvent à résoudre les différends qui opposent les particuliers aux







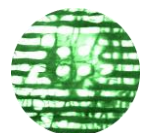
administrations. La pétition constitue un instrument qui permettra au Parlement panafricain d'être tenu au courant du respect du droit communautaire.

L'autre dimension de la pétition est qu'elle joue un rôle d'impulsion de débats publics communautaires. Le Parlement panafricain pourra proposer que les textes soient modifiés suite à des pétitions récurrentes et soutenues par des milliers, voire des millions de citoyens. On peut concevoir que les citoyens qui transmettent aux parlementaires des plaintes sur l'inadéquation de l'une ou l'autre norme conduisent à la réviser, et qu'ainsi s'effectue une forme de participation directe des citoyens à la décision communautaire.

### **b) Les initiatives et les fora citoyens africains, éléments de participation directe du citoyen aux affaires africaines**

Calqué sur le modèle européen, des citoyens de l'Union Africaine ressortissants d'un nombre significatif d'États membres, peuvent prendre l'initiative d'inviter la Commission de l'UA, dans le cadre de ses attributions, à soumettre une proposition appropriée sur des questions pour lesquelles ces citoyens considèrent qu'un acte juridique de l'Union est nécessaire aux fins de l'application des traités. L'une des plus grandes innovations de l'Union Africaine devra être la création d'un droit d'initiative pour les citoyens. Le droit d'initiative prévoit dans le cadre de l'Union Européenne la possibilité d'un million de ressortissants d'un nombre significatif d'États membres d'inviter la Commission à soumettre dans le cadre de ces pouvoirs, une proposition sur des questions pour lesquelles les citoyens européens estiment qu'un acte juridique de l'Union est nécessaire. Il rapproche également les citoyens de la prise de décisions communautaires. L'initiative citoyenne est un instrument transnational qui permet la participation des citoyens à la vie démocratique de l'Union Africaine. Elle offrira aux citoyennes et citoyens de l'Union Africaine la possibilité d'intervenir directement dans la politique de l'Union. Dès lors qu'un certain nombre de signatures (à définir par l'Union) auront été réunies pour appuyer l'Initiative Citoyenne Africaine, la Commission de l'Union Africaine sera obligée d'étudier la problématique présentée dans l'initiative et pourra élaborer une proposition de loi s'y rapportant. Ainsi, les citoyennes et les citoyens auront pour la première fois, la possibilité de jouer un rôle actif dans l'élaboration du programme politique de l'Union. Ils ne pourront encore décider directement, mais ils pourront attirer l'attention des décideurs politiques africains sur leurs problèmes et obliger la Commission de l'UA à prendre en compte leurs revendications.

En mettant en place l'initiative citoyenne, l'Union ouvrira la voie aux demandes et aux revendications des citoyens. Pour la première fois, les citoyens, au même titre que le Parlement panafricain, auront la possibilité d'émettre des propositions en vue d'élaborer des règlements, des directives, c'est-à-dire des lois africaines. Si les citoyens n'auront certes pas directement le droit de prendre des décisions, ils disposeront toutefois d'un véritable droit de regard. Ils pourront influencer le programme politique africain. L'audition publique pour les



initiatives qui auront obtenu le nombre de signature demandées dans un certain nombre d'États membres permettra aux organisateurs d'attirer l'attention des décideurs politiques africains sur leurs problèmes et revendications. Dans le meilleur des cas, l'initiative donne lieu à un projet de loi. Les responsables politiques de l'Union Africaine devront ainsi à l'avenir davantage prêter une oreille attentive aux citoyens et citoyennes.

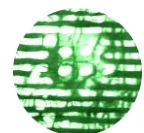
Une initiative citoyenne ne peut pas être présentée par des particuliers, mais uniquement par un comité de citoyens. Il s'agit d'un groupe de personnes issues d'un nombre définis d'États membres différents. Les signatures collectées par la suite devront provenir d'autant d'États membres. Le comité de citoyens a pour but d'éviter des «actions précipitées» et de garantir que seules soient déposées des initiatives bien préparées. C'est pour cette raison que les organisateurs seront tenus de consulter les traités de l'Union Africaine et de mentionner l'article du traité sur lequel ils s'appuient. La Commission de l'UA examinera l'initiative, puis l'enregistrera. Les initiatives qui iront manifestement à l'encontre des valeurs démocratiques fondamentales de l'Union Africaine ne devront pas être reçues. Les extrémistes n'auront donc pas la possibilité de diffuser leurs idées à la Commission de l'UA. Ainsi, les initiatives qui portent manifestement atteinte au respect de la dignité humaine ou qui transgressent les valeurs fondamentales mentionnées seront exclues.

## **B- Les modalités de préservation et de mise en œuvre de la sécurité juridique de l'Union**

Pour que le citoyen participe au fonctionnement de l'Union Africaine, il faut qu'il y ait une libre circulation du droit africain dans l'ensemble de l'Union, c'est-à-dire que des dispositions doivent être prises pour introduire le droit communautaire africain dans le droit interne des États membres. Pour atteindre un tel objectif, il faut d'abord mettre en place la Cour de justice communautaire africaine prévue par les articles 18, 19 et 20 du *Traité instituant la Communauté Économique Africaine* (Traité d'Abuja), qui assurera l'interprétation et l'application des dispositions des textes de l'Union. L'efficacité et l'effectivité de la sécurité juridique des textes relatifs à la citoyenneté ne sont possibles que si ces textes prennent la forme du droit dérivé de la Communauté économique africaine ; car ces actes communautaires sont d'applicabilité directe et/ou immédiate. Ces textes peuvent être des règlements, des directives ou des décisions. Des dispositions devraient aussi être prises pour sanctionner les États récalcitrants.

### **1- Le droit communautaire dérivé, socle de l'efficacité de la sécurité juridique**

Le droit dérivé ou « secondaire » est constitué par l'ensemble des actes juridiques, unilatéraux et conventionnels adoptés par les institutions d'une communauté. Ici, les actes unilatéraux tels que les additifs aux traités, le règlement, la directive, la décision, les avis et recommandations peuvent être émis pour faire appliquer les textes sur la citoyenneté communautaire africaine. Mais compte tenu de leur caractère obligatoire, c'est le règlement, la directive ou la décision qui peuvent être utilisés pour consolider la citoyenneté communautaire.





### **a) Le règlement**

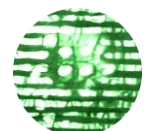
Le règlement est un acte de portée générale, obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tous les États membres (Jean-Claude Zarka, 2006 : 150). Le règlement, qui correspond à la loi ou au règlement général dans l'ordre interne, s'applique à « des situations déterminées objectivement et comporte des effets juridiques à l'égard des catégories de personnes envisagées de manière générale ou abstraite » (CJCE, *Zuckerfabrick Watenstedt*, 11 juillet 1968, Aff. 6/68, rec. p. 981.). Le règlement est par définition un acte normatif et ne peut donc pas faire l'objet d'une application sélective ou partielle. Le règlement est directement applicable dans tous les États membres, ce qui signifie qu'il a une validité automatique dans la communauté et qu'il est apte à créer, sans aucune interposition normative nationale, des droits et/ou des obligations aux États membres, à leurs organes et aux particuliers. Vu l'importance du règlement, le pouvoir réglementaire doit revenir à la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement et à la Commission de l'Union Africaine. Si les textes sur la citoyenneté de l'Union font l'objet d'un règlement, on sera presque sûr de leur efficacité et de leur effectivité. Le juge communautaire veillera à cet effet à l'applicabilité directe de ces textes.

### **b) La directive**

La directive quant à elle a pour fonction d'harmoniser les législations nationales des États membres de la communauté. Elle « lie tout État quand au résultat à atteindre, tout en laissant aux instances nationales la compétence quant à la forme et aux moyens<sup>v</sup> ». Au niveau communautaire sont arrêtés la ligne politique et le modèle législatif ; ensuite, il appartient aux États membres de traduire ce modèle dans leurs catégories nationales. La directive n'est pas de portée générale. Elle ne s'adresse pas aux particuliers ; elle a pour destinataires les États membres. Elle ne lie que le ou les États membres à qui elle est notifiée. En général, elle s'adresse à tous les États membres. Les États membres ont l'obligation de procéder à la transcription de la directive dans leurs droits nationaux dans les délais impartis par la directive elle-même. Il s'agit d'une obligation quant aux résultats à atteindre. Les autorités nationales disposent en principe d'une totale liberté quant aux formes et aux moyens à mettre en œuvre pour parvenir à ce résultat. La cour de justice communautaire, si elle fonctionne, elle pourra permettre au justiciable (citoyen communautaire) de demander au juge national d'engager la responsabilité de l'État pour défaut de transposition de directive.

### **c) La décision**

La décision est obligatoire dans tous ses éléments pour les destinataires qu'elle désigne. Les décisions ne constituent pas une catégorie uniforme. Leurs destinataires peuvent être des États ou des particuliers. Ici, c'est le premier destinataire qui nous intéresse. Dans certains cas, ce sont des actes individuels d'application du droit communautaire. En fonction de leur contenu, de leurs destinataires, les décisions peuvent avoir un effet direct. A l'opposé du règlement, la





décision n'a pas en principe de portée générale. Mais, elle s'impose à ses destinataires sans restriction qu'il s'agisse des particuliers, des États membres ou des organes communautaires. Pour préserver les intérêts sécuritaires et l'efficacité de la sécurité juridique des textes relatifs à la citoyenneté, quel acte doit donc choisir la Communauté ? Quelles sanctions doivent être prises par la communauté à l'égard des États membres non respectueux du droit communautaire ?

## **2- Le choix du type d'acte à adopter et les sanctions des États membres non respectueux du droit communautaire.**

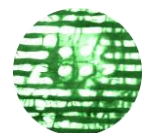
Les actes unilatéraux communautaires sont d'une très grande importance dans la consolidation des intérêts de sécurité de l'Union. Mais il importe de choisir l'acte qui pourra facilement être accepté par les organes délibérants de la communauté. Ceci permettra à la Communauté de pouvoir sanctionner les États qui n'auront pas respecté le droit communautaire.

### **a) Le choix de l'acte**

Le règlement, la directive et la décision constituent des « lois » communautaires que les États membres sont tenus de respecter. Vu le caractère très contraignant du règlement, il sera difficile à être adopté par les États membres de la Communauté économique africaine. Chacun des États se campera sur sa souveraineté. Dans les communautés en construction comme c'est le cas de la Communauté économique africaine, les directives sont plus utilisées. Laissant une marge de manœuvre aux États membres quant à ce qui concerne la forme et les moyens pour atteindre l'objectif, la directive est souvent préférable au règlement. Dans le cadre de la construction européenne, elle a été utilisée de préférence au règlement pour assurer la mise en œuvre du marché intérieur européen. Les directives entrent en vigueur à la date qu'elles fixent. Ce principe permet aux institutions émettrices des directives de fixer des dates qui conviennent aux États membres puisque ce sont des organes délibérants qui sont les autorités habilitées à produire des directives. Comme elle ne lie que les États membres à qui elle est notifiée, la directive sur les droits du citoyen communautaire ne pourra être appliquée que par les États ayant ratifié le Traité sur la Communauté économique africaine.

### **b) Les sanctions applicables aux États récalcitrants**

Les actes visés étant des « lois », chaque État membre qui ne les respectera pas devra être passible de sanction selon les principes du droit communautaire. Les insuffisances de transposition devront être relevées par les procédures en manquement et sanctionnées par les arrêts de la Cour de Justice. Lorsque le manquement d'un membre sera reconnu par le juge communautaire, l'État en question aura l'obligation de prendre les mesures prévues par l'arrêt de la cour de justice communautaire. L'Acte constitutif de l'union Africaine devrait mettre sur pied des dispositions qui permettraient au juge communautaire de faire condamner l'État





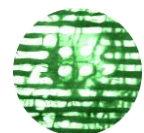


membre au paiement d'une astreinte ou d'une somme forfaitaire<sup>vi</sup>. Ce sont ces mesures qui peuvent être prises au niveau communautaire pour sauvegarder la sécurité juridique et les intérêts de sécurité de l'Union Africaine.

## **Conclusion**

Au total, il a été question dans cet article de montrer comment l'institution d'une citoyenneté africaine est nécessaire pour la construction d'une intégration régionale africaine forte. La participation du citoyen africain au processus d'intégration régionale en Afrique passe par l'application des textes sur la libre circulation des personnes, biens et services, l'institution du principe de non-discrimination et l'obtention par les citoyens d'un droit de vote et d'éligibilité aux élections africaines et locales. Cette participation au processus décisionnel de l'Union sera effective lorsque le citoyen africain obtiendra le droit de pétition ainsi que celui d'initiative. L'Acte constitutif de l'UA doit doter l'Union d'une Charte des droits fondamentaux qui a une valeur juridique contraignante. L'ensemble des droits inscrits dans la Charte doit être respectés par les institutions, les organes de l'Union et tous les États membres lorsqu'ils mettent en œuvre la législation de l'Union. Les citoyens pourront alors se prévaloir de cette Charte contre les actes des institutions. Par l'augmentation des droits attribués aux citoyens africains, il y a un renforcement de leur participation au sein de la vie démocratique de l'Union. Ils peuvent à travers leur vote et leur statut exercer une véritable influence sur l'orientation des politiques adoptées par l'Union via l'institution qui les représente, le Parlement panafricain. Les pouvoirs du Parlement panafricain doivent être accrus. La majorité de la législation africaine devraient être désormais adoptée par le Parlement panafricain. Ainsi, une certaine légitimité s'installerait au niveau de la prise de décision du fait que le Parlement panafricain y participe, et qu'il soit élu directement par les citoyens. De plus, l'adoption du budget annuel devrait être votée par le Parlement panafricain, qui désormais statue en dernier ressort. Cela permettrait d'assurer un grand contrôle démocratique sur l'utilisation de l'argent du contribuable. Des actes de portée obligatoire telle que le règlement, la directive et la décision assureront l'effectivité des textes relatifs à la citoyenneté communautaire.

Il ressort de cette proposition que la réalisation de la citoyenneté communautaire passe tout d'abord par l'insertion dans les textes et protocoles de l'Union Africaine, des dispositions portant sur la citoyenneté. Pour que l'Afrique réaffirme son identité et sa spécificité, pour que le modèle africain de société traduise les aspirations et réponde aux besoins de l'ensemble des populations, un projet mobilisateur et rassembleur de citoyenneté africaine qui soit une valeur ajoutée à la citoyenneté nationale, et une revitalisation des principes et des idéaux de la démocratie sont nécessaires. La citoyenneté communautaire est la meilleure des voies pour accéder à l'intégration des peuples africains. La prise en compte des droits du citoyen africain consolidera l'unité du continent. Le concept de citoyenneté communautaire présente un intérêt central pour l'avenir d'une organisation d'intégration régionale. Il pourrait constituer le





ferment novateur d'une constitution communautaire destinée à forger le patrimoine commun de tous les citoyens. La citoyenneté communautaire apparaît à présent comme un test décisif de la crédibilité d'une union politique envers les citoyens. En effet, elle touche à la question critique de l'indispensable démocratisation de la Communauté, au concept d'union politique, aux objectifs mêmes de l'entreprise communautaire. La citoyenneté communautaire africaine est un catalyseur de l'intégration politique du continent africain tant débattu par les partisans d'une Afrique unie. L'institution d'une citoyenneté communautaire est nécessaire pour une bonne gouvernance démocratique de l'Union Africaine dans l'avenir. Il reste donc aux États de taire leurs égoïsmes nationaux pour que l'intégration du continent soit réalisée.

## Notes

---

<sup>i</sup> Cette notion est contenue dans le préambule, les points A.ii et C.i, de la Déclaration solennelle sur le cinquantième anniversaire de l'OUA/UA du 26 mai 2013 à Addis-Abeba.

<sup>ii</sup> La construction d'une démocratie supranationale est consubstantielle à l'existence de l'Union Africaine elle-même: sans elle, l'Union serait une régression par rapport aux démocraties nationales.

<sup>iii</sup> Art.2§3 (i) du Protocole au Traité instituant la Communauté Économique Africaine relatif au Parlement Panafricain.

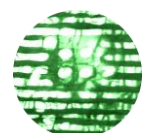
<sup>iv</sup> Art.5§1 du texte sus visé.

<sup>v</sup> Article 21 de l'additif au Traité CEMAC.

<sup>vi</sup> À titre d'exemple, la CJCE, pour la première fois dans son histoire, a rendu le 4 juillet 2000, un jugement qui contraint la Grèce au paiement d'une astreinte financière pour obtenir que ce pays applique le droit communautaire. Le jugement de la CJCE a condamné la Grèce à verser la somme de 20 000 euros par jour jusqu'à ce qu'elle exécute un arrêt rendu le 7 avril 1992. Dans son arrêt du 12 juillet 2005, la CJCE a condamné la France à la fois à une astreinte et à une amende forfaitaire compte tenu de son manquement grave et persistant au droit communautaire.

## Références bibliographiques

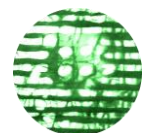
- Adepoju, A., (2005), *Migration in West Africa*, Geneva, Policy Analysis and Research Programme of the Global Commission on International Migration.
- Barry B., (2005), « Histoire et perception des frontières en Afrique aux XIXe et XXe siècles : les problèmes de l'intégration africaine » in UNESCO, CISH, *Des frontières en Afrique du XII au XXe siècle, Actes du Colloque de Bamako (mars 1999)*, Paris, UNESCO, pp. 55-72.
- Beaulieu (De) L. Hardy (Le), (1998) « Des politiques européennes à la rencontre du citoyen », dans *Union Européenne : quels défis pour l'an 2000 ?* in Dehousse F., Vandamme J. et Le Hardy L. De B. (dir), Presses Interuniversitaires Européenne, Bruxelles, pp.55-83.
- CEA, (2004), *État de l'intégration régionale en l'Afrique I*, Addis-Abeba, CEA.



- 
- CEA, (2012), *État de l'intégration régionale en Afrique V : Vers une zone de libre-échange continentale africaine*, Addis-Abeba, CEA.
  - Claeyes P. et al. (1998), *Lobbyisme, pluralisme et construction européenne*, Presses interuniversitaires européennes, Bruxelles.
  - Constant F., (2000), *La citoyenneté*, 2<sup>ème</sup> édition, Paris, Montchrestien.
  - Costa O. et Magnette P. (2001), « Les transformations de la responsabilité politique dans l'Union européenne », *Politiques et management public*, vol. 19, n°1, pp. 103-120.
  - Déloye Y. (1998), « De la citoyenneté stato-nationale à la citoyenneté européenne: quelques éléments de conceptualisation » *Revue suisse de Sciences politiques* 4(4), pp.169-194.
  - Delpérée F. (1995), *Les droits politiques des étrangers*, Paris, PUF, Coll Que sais-je ?
  - Delpérée F., (1996), « La citoyenneté multiple », in *Perspectivas Constitucionais. Nos anos da constitucao de 1976*, Vol 2, Coimbra editora, pp.210-229
  - Delpérée F., (1999), « La citoyenneté de l'Union », in Dubois L. (Dir.), *L'union Européenne*, Paris, La Documentation française, pp.163-166.
  - Fontaine P., (2010), *12 leçons sur l'Europe*, Bruxelles, Union Européenne.
  - Gaille M. (1998), *Le citoyen*, Paris, Flammarion.
  - HABERMAS, J., (1998), *L'intégration républicaine. Essais de théorie politique*, Paris, Fayard.
  - Hen C., (1991), « Vers une citoyenneté européenne » in Colas D., Emeri C. et Zylberberg, *Citoyenneté et nationalité*, Paris, PUF.
  - Hérault P. (2009) « Penser l'intérêt européen : du compromis entre intérêts nationaux à l'intérêt général européen », Mémoire de Master en Sciences politique, IEP Paris.
  - Iliopoulou A., (2009), *Libre-circulation et non discrimination, éléments du statut du citoyen de l'Union Européenne*, Bruxelles, Bruylant.
  - Kovar R. et Simon D. (1993), « La citoyenneté européenne », *Cahiers de droits européen*, Paris, La documentation Française, pp.285-316.
  - Lamassoure A. (2008), *Le citoyen et l'application du droit communautaire*, Rapport au Président de la République française.
  - Le Pors, A. (1999), *La citoyenneté*, Paris, PUF, Coll. QSJ ?, Paris.



- 
- Lenaerts K., (1991), « L'égalité de traitement en droit communautaire. Un principe unique aux apparences multiples », *CDE*.
  - Les Verts (2011), *L'initiative citoyenne*, Groupe des Verts, Bruxelles.
  - Lochak D., (1987), « Réflexions sur la notion de discrimination », *Droit social*, n°11, p. 778-790.
  - Louis Le Hardy De Beaulieu, « Des politiques européennes à la rencontre du citoyen », in Franklin Dehousse, Jacques Vandamme et Louis Le Hardy De Beaulieu (dir), *Union Européenne : quels défis pour l'an 2000 ?*, Bruxelles, Presses Interuniversitaires Européenne, 1998, p.55-83.
  - Magnette P. (1997), *De l'étranger au citoyen, construire la citoyenneté européenne*, Bruxelles, De Boeck.
  - Magnette, P. (1999), *La citoyenneté européenne*, Bruxelles, Éd. De l'Université de Bruxelles, coll. « Études européennes ».
  - Magnette P. (2000), « Le principe de démocratie au-delà de la représentation » in Magnette P. (dir.), *La Constitution de l'Europe*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, pp. 135-150.
  - Magnette P. (2002), « Vers une citoyenneté européenne directe ? Pratiques du droit de pétition dans l'Union européenne », *Revue internationale de politique comparée*, Vol. 9, p. 65-78.
  - Masclet J-C, (1997) « Vers une citoyenneté européenne ? », *Cahiers français* n°281, Paris, La Documentation Française.
  - Mugoh, E. (2011), "How common market has changed East Africa's trade climate." *East African Business Week*, July 10.
  - Muwanga, D. (2011), "Where will the common market be built?" *East African Business Week*, August 8.
  - Neuman G. L., « Fédéralisme et citoyenneté aux États-Unis et dans l'Union européenne », *Critique internationale*, 2003/4 no 21, p. 151-169.
  - O'Keeffe D. & Twomey P.M. (eds.), (1994), *Legal issues of Maastricht treaty*, Chancery, Chichester.
  - Pertek J., (2004), *Droit des institutions de l'Union Européenne*, Paris, PUF.







- 
- Peuchot E., (1991), « Droit de vote et condition de nationalité », *Revue du droit public et de la science politique*.
  - Philip C. et Soldatos P. (Dir), (2000), *La citoyenneté européenne*, Montréal, Presses universitaires de Montréal.
  - PNUD, (2009), *Rapport sur le développement humain 2009: surmonter les obstacles: mobilité humaine et développement*, New York, PNUD.
  - Racine (1995), *Citoyenneté européenne. Guide à l'usage du formateur*, Paris, La documentation Française.
  - Ratha, D. et al, (2011), *Leveraging migration for Africa: Remittances, Skills, and Investments*, Washington, DC, Banque mondiale.
  - Rideau J. (dir.), (2000), *De la communauté de droit à l'Union de droit. Continuités et avatars européens*, Paris, LGDJ.
  - Schnapper D., (2000), *Qu'est-ce que la citoyenneté*, Paris, Gallimard, Coll Folio/Actuel.
  - Strudel S., (2009), « L'Europe, un nouvel espace de citoyenneté ? Le vote des non-nationaux », *Revue internationale de politique comparée*, 2009/4 Vol. 16, p. 559-568
  - Surrel H, (1990), « Le droit de pétition au Parlement Européen », *Revue du marché commun*, pp.214-235.
  - Tariq R., « citoyenneté et participation des jeunes en France », *AGORA « DÉBATS-JEUNESSES »*, N°27, pp.106-120.
  - Vogel-Polsky É., (1994), « La citoyenneté européenne et les femmes », *Les Cahiers du GRIF*, N° 48, 1994, pp. 9-43.
  - Zarka J-C (2006), *L'essentiel des institutions de l'Union Européenne*, 9<sup>ème</sup> édition, Paris, Gualiano Éditeur.
  - Zoller E., (2000), *Grands arrêts de la Cour suprême des États-Unis*, Paris, PUF.

### **Textes juridiques des organisations internationales**

- Protocole au Traité instituant la Communauté Économique Africaine relatif au Parlement Panafricain.
- Acte constitutif de l'Union Africaine.
- Traité instituant la Communauté économique africaine
- Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne.





*La citoyenneté communautaire africaine et l'avenir du processus d'intégration régionale en Afrique. Comment œuvrer pour une bonne gouvernance future de l'Union Africaine ?*

---

